

Honte au Canada



MICHÈLE
OUIMET
CHRONIQUE

Dangereux, le travail d'interprète en Afghanistan. Je pense à Jojo, un Afghan de 20 ans, allumé, courageux. Il travaillait comme interprète pour des journalistes canadiens à Kandahar. Son véritable nom était Jawed Ahmad, mais tout le monde l'appelait Jojo. C'est lui qui partait en ville avec la caméra, lui qui faisait les entrevues dans la rue. Les journalistes n'osaient pas quitter la base militaire. Jojo prenait tous les risques.

Je l'ai croisé plusieurs fois et comme tous les journalistes, je suis tombée sous le charme. Il avait une intelligence vive et un sourire craquant. Son anglais était impeccable, bien meilleur que le mien, et il avait tissé un solide réseau de contacts. C'est ce qui le rendait si précieux.

Il est mort, seul, comme un chien, tiré à bout portant dans une rue déserte de Kandahar, le 10 mars 2009. Le soir. Un soir sinistre, comme tous les soirs à Kandahar où les rues se vident. Il n'y a pas d'éclairage. On devine, dans la noirceur, les maisons délabrées, les échoppes, le bazar, les caniveaux remplis de débris.

Peu de gens s'aventurent dans les rues. Jojo, lui, osait. Il n'avait peur de rien, sa témérité l'a tué. Des hommes ont mitraillé sa voiture, il est mort sur le coup. Personne n'a revendiqué l'attentat. Il a probablement été tué par des talibans. Pour eux, les interprètes sont des traîtres.

Le travail d'interprète est extrêmement dangereux. Les talibans les traquent et menacent leurs familles. C'est pour

cette raison qu'ils camouflent leur visage avec un foulard et des lunettes fumées. Et lorsqu'ils se promènent dans un blindé de l'armée canadienne, ils risquent de sauter sur une mine. Comme l'interprète qui accompagnait le journaliste de Radio-Canada, Patrice Roy. Il est mort. Lui aussi.

Les interprètes sont bien payés, entre 600\$ et 1400\$ par mois, une fortune pour les Afghans. Un médecin, par exemple, gagne 60\$ par mois. Mais le travail est risqué, extraordinairement risqué.

■ ■ ■

Plusieurs pays, dont le Canada et les États-Unis, ont créé un programme spécial pour permettre aux interprètes et à leurs familles de quitter l'Afghanistan et émigrer. Le Royaume-Uni, l'Australie et le Danemark ont fait la même chose en Irak. Le Canada pense accueillir 550 Afghans.

Un geste honorable dicté par des raisons humanitaires évidentes.

Le problème, c'est que le Canada a imposé des critères aberrants qui sentent la bureaucratie à plein nez. Même si le Canada est à Kandahar depuis 2006, seuls les interprètes qui ont travaillé à partir du 9 octobre 2007 sont admissibles. Pourquoi?

«Nous n'avons pas les moyens de traiter beaucoup de dossiers, a répondu la porte-parole du ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté à Ottawa, Candice Malcolm. C'est une zone de guerre, difficile de

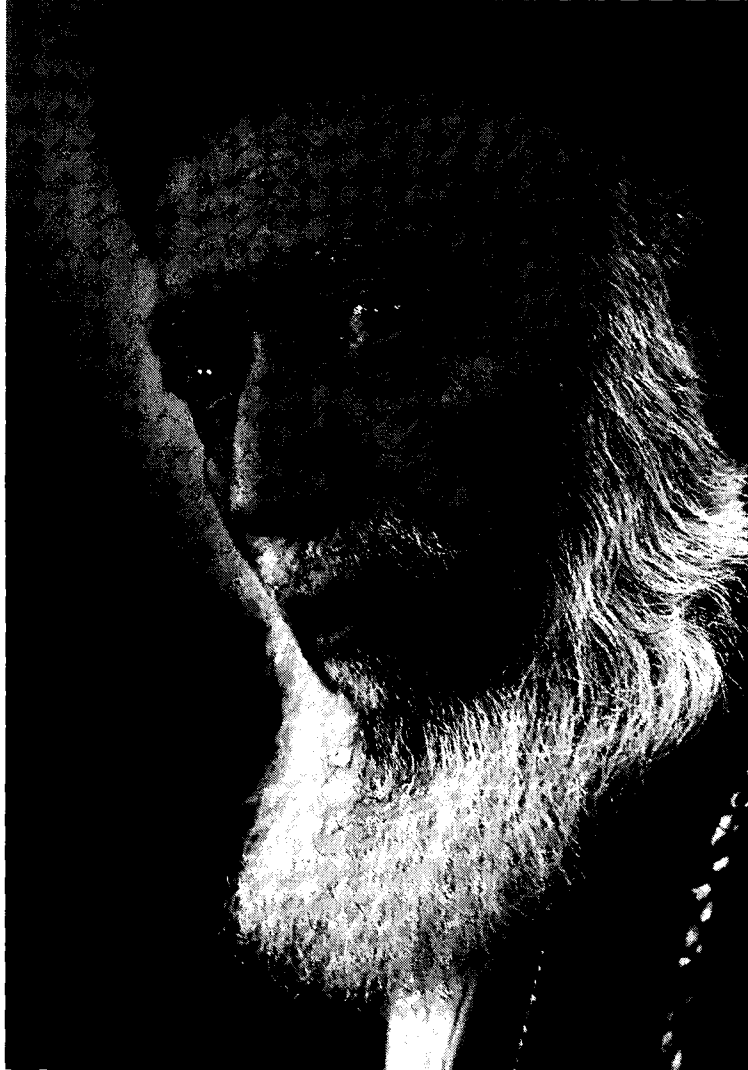


PHOTO DUSAN VRANIC. ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

L'Afghanistan reste plus que jamais une poudrière, comme en témoigne l'assassinat mardi de Burhanuddin Rabbani, ex-président afghan.

reculer dans le temps et de vérifier les informations données par les interprètes.»

Une excuse qui frise l'indécence. Quelle différence y a-t-il entre 2006 et 2007? Il s'agit de la vie de gens qui ont couru des risques « extraordinaires », pour reprendre l'expression du gouvernement canadien.

Les critères sont très restrictifs. Les interprètes qui ont travaillé pour des ONG ou des journalistes sont exclus. Deux candidats sur trois ont vu leur demande rejetée.

Le programme a pris fin la semaine dernière, même si le Canada a prolongé sa mission jusqu'en 2014. Pourquoi? Jamais l'Afghanistan n'a été aussi dangereux. Durant l'été, le demi-frère du président Karzaï a été assassiné. Je l'avais rencontré chez lui, dans sa villa transformée en forteresse avec ses hautes portes et ses sacs de sable. La place grouillait de gardes armés de kalachnikovs. Si Karzaï a pu être abattu, imaginez un interprète. Mardi, l'ancien président de l'Afghanistan, Burhanuddin

Rabbani, a été tué par un kamikaze qui avait caché une bombe dans son turban.

Le Canada ne peut rien faire sans interprètes. Comment former des soldats et des policiers afghans sans eux? Car ils ne font pas que traduire, ils décodent le pays et Dieu sait que l'Afghanistan n'est pas facile à comprendre. Ils expliquent la culture, les mœurs: comment s'habiller, comment entrer dans une mosquée, comment s'asseoir, donner la main, etc.

Autre aberration, seuls les interprètes qui ont travaillé à Kandahar peuvent faire une demande. Selon Ottawa, ils seraient environ 500. Et les autres, ceux qui ont travaillé à Kaboul? Rien. Pourrissez en Afghanistan! Comme si leur vie avait moins de valeur.

Kaboul est plus dangereux que jamais. La semaine dernière, un commando taliban a pris d'assaut le chic quartier de Wazir Akbar Khan, où sont installées les ambassades étrangères, y compris celle du Canada. Un quartier sous haute surveillance qui a des allures de bunker: sacs de sable et guérites en plein milieu de la rue, gardes armés. Les autos sont fouillées, les capots ouverts au cas où une bombe serait dissimulée. D'ailleurs, la plupart des autos n'ont pas le droit de circuler. C'est ce quartier qui a été attaqué par des talibans à coups de lance-roquettes et d'armes automatiques.

Alors les interprètes...

■ ■ ■

Au cours de l'été, les troupes occidentales ont amorcé leur retrait. En 2014, elles auront quitté, pour ne pas dire abandonné, l'Afghanistan. Elles vont laisser derrière elles un pays fragile et déchiré avec, d'un côté, un gouvernement corrompu et, de l'autre, des ennemis – seigneurs de la guerre et talibans – prêts à tout pour s'emparer du pouvoir. Les troupes de l'OTAN ne seront plus là pour protéger les populations civiles. Et les interprètes.



Pour joindre notre chroniqueuse: michele.ouimet@lapresse.ca